



Information presse
Paris, le 19 novembre 2024

Maladies nutritionnelles, grande cause nationale : les acteurs de santé et du monde associatif demandent un portage politique au plus haut niveau

Le vendredi 15 novembre, s'est tenu le colloque "Obésité, diabète, dénutrition : faisons cause commune contre les maladies nutritionnelles" à l'Assemblée nationale sous le patronage de Jérôme Guedj, Député, impliqué dans l'évaluation du PNNS 2 ainsi que sur les sujets d'alimentation et de vieillissement..

Le surpoids pèse autant que les 20 milliards d'euros d'économies du Gouvernement

Le colloque a été introduit par Daniel Nizri, Président du comité de suivi du Programme Nationale Nutrition Santé 2019-2024. Il a rappelé combien le travail réalisé depuis 20 ans sur l'alimentation-santé était un enjeu de santé publique, énonçant le coût social du surpoids et de l'obésité qui représente en France 20,4 milliards d'euros. Un chiffre qui résonne fort, en plein Projet de Loi de Finances, avec les 20 milliards d'euros d'économies que souhaite réaliser le Gouvernement en 2025. Il a insisté sur le lien entre les personnes touchées par les maladies nutritionnelles et l'augmentation des inégalités sociales et territoriales, s'appuyant sur les chiffres de la dénutrition qui concerne plus de 2 millions de personnes et les 20 millions de personnes en situation de fragilisation sociale. Daniel Nizri a également appelé de ses vœux des actions importantes pour lutter contre les maladies nutritionnelles comme **l'accès pour toutes et tous à un choix alimentaire, une interface claire sur les produits, la pratique de l'activité physique et sportive, la formation des professionnels ainsi qu'un travail interministériel pour décloisonner les travaux en matière d'alimentation et de santé, en privilégiant un échange avec l'ensemble des acteurs.** Il a conclu par l'importance de prévenir la dénutrition par des dépistages précoces dans les établissements médico-sociaux en priorité mais aussi en médecine de ville (cf les actions pilotes du PNNS 4).

La dénutrition, une maladie augmentant les risques en cas de diabète et d'obésité

Se sont ensuite succédés à la tribune, la Professeure Agathe Raynaud-Simon, Présidente du Collectif de lutte contre la dénutrition, Anne-Sophie Joly, Fondatrice du Collectif Nationale des Associations d'Obèses (CNAO) et Jean-François Thébaut, Vice-Président de la Fédération Française des Diabétiques. Ils ont fait un état des lieux de ces maladies nutritionnelles avec un zoom sur la dénutrition, maladie transverse aux deux autres pathologies et très souvent encore mal détectée et donc traitée. **En France, aujourd'hui 50 000 enfants sont touchés par la dénutrition dont 1 enfant hospitalisé sur 10. 40% de personnes âgées sont hospitalisées pour cause de dénutrition.**



Plus de 600 000 personnes sont hospitalisées pour dénutrition en une année et 1,3 millions d'assurés sont remboursés pour la prise de compléments nutritionnels oraux.¹

Ces chiffres sont sous-estimés par le manque de reconnaissance de cette maladie dont la Présidente du Collectif de lutte contre la dénutrition a rappelé qu'elle était curable et appelé à la généralisation de dispositifs de détection comme le programme ICOPE dans le cadre de la loi Bien Vieillir. Anne-Sophie Joly a rebondi sur cette prise de parole en appelant à une prise de conscience sur la malnutrition et la dénutrition qui sont la 4ème cause de mortalité dans le monde aujourd'hui. Elle a appelé de ses vœux un travail sur la sécurité alimentaire au plus haut niveau politique pour répondre au défi du siècle avec un plan interministériel sur 10 ans. Elle a même évoqué la nécessité d'un vrai courage politique ! Jean-François Thébaut a quant à lui énoncé **l'augmentation de 160% des diabétiques en 20 ans avec 30% des diabétiques dénutris**. Il a également mis en face de ces données plus qu'inquiétantes, les chiffres de l'étude OneHealth sur les 8 millions de Français en précarité alimentaire ainsi que les **19 milliards représentant les coûts négatifs du système alimentaire dans lesquels les dépenses liées à la santé représentent 12,3 milliards.**² De quoi interroger les choix budgétaires du Gouvernement.

Pour une consultation diététique prise en charge par la solidarité nationale et un financement de l'Activité Physique Adaptée

3 tables rondes ont également eu lieu mettant en avant les problématiques de remboursements des consultations diététiques et de financement du sport adapté ainsi que la nécessité de construire un référentiel de formation pour les professionnels de santé, notamment pour les aides soignants et aides à domicile. Jean-François Ricard, Président de l'association Siel Bleu et Laure-Marie Issanchou de la Fédération Nationale de la Mutualité Française ont porté un plaidoyer pour le remboursement par la Sécurité sociale de l'Activité Physique Adaptée. Convaincue du rôle et de l'intérêt des Maisons Sport Santé (MSS) qui accueillent les patients, la Mutualité Française propose de les développer et de pérenniser leurs financements. **Bien que les bienfaits du sport sur la santé soient reconnus, moins d'1 Français sur 2 connaît l'Activité Physique Adaptée (APA) et seulement 1 sur 10 en a reçu une prescription.** La majorité des médecins n'a pas le réflexe de prescrire du sport dans un but thérapeutique. Le dernier verrou est ainsi financier : Pour inciter les patients à la pratique de l'activité physique et sportive et développer une offre territoriale à l'échelle des besoins, il est nécessaire que l'APA soit prise en charge. D'ailleurs, près de la moitié des Français pensent que des aides financières favoriseraient le sport-santé. Eric Fontaine, ancien Président du Collectif de lutte contre la dénutrition, a ensuite animé une table ronde sur l'amélioration de la formation des professionnels avec Dorothee Romand, diététicienne et cadre de santé à la Pitié-Salpêtrière ainsi que Leslie Noirclerc, Formatrice en IFAS, rappelant ici les inégalités de prise en charge des consultations diététiques en demandant

¹ Chiffres Assurance Maladie

² Source : étude L'injuste prix de notre alimentation, quels coûts pour la société et la planète ?, chiffres du Basic, septembre 2024



une intégration plus claire de la dénutrition dans les référentiels professionnels de nombreux paramédicaux (Aides soignantes, infirmières...) ainsi que la création d'une **consultation diététique de ville réalisée par un diététicien, et prise en charge par la solidarité nationale.**

Le défi de lutter contre les maladies nutritionnelles chez les personnes en situation de précarité

Barbara Mauvillain, directrice des relations institutionnelles des Banques Alimentaires a énoncé des chiffres alarmants : 30% d'augmentation de leurs publics en 5 ans dont ¼ de jeunes (15-25 ans) et 157 000 enfants (0-3 ans), augmentation de 15% en 2 ans pour les 0-3 ans. Les séniors représentent 17% des personnes accompagnées. **Sur ces publics, 71% ont au moins un problème de santé (1/3 sont en surpoids/obésité, 16% sont diabétiques et 16% ont des soucis cardio-vasculaires).** Des données qui ont poussé les Banques Alimentaires à rejoindre le Collectif de lutte contre la dénutrition et à développer des actions terrain "Bon geste, bonne assiette" en lien avec le PNNS qui consiste à des cycles d'ateliers de cuisine, de prévention santé et d'activité physique adaptée avec l'association Siel Bleu. **60% des personnes accompagnées par les Banques Alimentaires ne pratiquent pas une activité physique régulière.** Barbara Mauvillain a aussi indiqué que le partenariat avec le Collectif avait pour objectif de sensibiliser et former les 6000 associations partenaires aux enjeux de la dénutrition. Elle a conclu en rappelant l'avis rendu le 8 novembre dernier par le Conseil National de l'Alimentation sur l'alimentation et le bien vieillir qui comprend un volet dénutrition. Cette séquence s'est terminée avec le Docteur Joseph John Baranès, président du Bus Dentaire Social, le seul dispositif itinérant de soins dentaires entièrement gratuits sur la capitale, avec un zoom sur les relations entre dénutrition et santé bucco-dentaire. Il a refait l'historique du lancement en 1996 du Bus Dentaire Social avec les Restos du Coeur et rappelé les chiffres 2023 réalisés grâce à des équipes de chirurgiens-dentistes bénévoles (553 patients soignés dont 73% de patients de moins de 40 ans et 51% d'hommes). Il a émis le souhait d'étendre cette initiative d'Ile-de-France sur d'autres territoires avec plus d'opérations de dépistage et de prévention face à la résignation des publics précaires.

Les populations impactées par les maladies nutritionnelles sont donc de plus en plus nombreuses, notamment chez les publics précaires. **Les enjeux de formation pour mieux détecter et prendre en charge et de financement pour améliorer l'accessibilité pour tous les Français.es aux consultations ainsi qu'à la pratique du sport sont un enjeu de santé publique. Obésité, Diabète et Dénutrition appellent ici à ce que les maladies nutritionnelles soient la grande cause nationale de 2025 !**

Contacts presse / Demandes d'Interview :

Eléonore Pothelet - 06 82 97 14 30 - Mail : elpothelet@gmail.com
Laure Kuntzinger - 06 31 16 27 90 - Mail : laure.kuntzinger@gmail.com

www.luttecontreladenutrition.fr